

# COMBAT

---



---

# RÉPUBLICAIN

Numéro 115

« le socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout », Jean Jaurès

## A savoir

**PROFITS RECORDS POUR L'AGRO-BUSINESS.** *Le malheur des peuples fait le bonheur des actionnaires. Alors que les prix des denrées alimentaires flambent, l'une des plus importantes multinationales céréalières, Cargill, annonce des bénéfices en hausse de 86% par rapport à l'an dernier. Monsanto, bien connu pour ses cultures OGM, a fait mieux que doubler ses profits grâce à la production de maïs transgénique pour la production d'éthanol.*

**3,2% D'INFLATION.** *L'inflation s'est accélérée en France au mois de mars, avec une augmentation de 0,8% des prix de détail, soit la plus forte hausse depuis janvier 1987. Sur un an, l'indice des prix à la consommation s'est accru de 3,2%, un record depuis le printemps 1992. Sur les deux derniers mois, ce sont les produits de l'énergie qui ont le plus augmenté, suivis par ceux de l'alimentation (5,3%).*

## CONTRE LES FRANCHISES MEDICALES.

*Le Collectif National contre les franchises médicales, qui regroupent 70 associations et partis politiques dont le Mars-Gauche républicain, a organisé une journée de mobilisation samedi 12 avril. Selon les sondages, plus de 60% des Français se déclarent hostiles aux franchises médicales. Le combat continue !*

## UN MONDE SANS JOURNALISTES.

*Massivement suivie, la grève du personnel du groupe Le Monde, lundi 14 avril, est une première dans l'histoire du quotidien fondé par Hubert Beuve-Méry. Raisons de la colère : le plan social annoncé par la direction et qui prévoit le départ de 130 personnes - un cinquième des effectifs dont deux tiers à la rédaction - ainsi que la cession de différentes filiales du groupe. La difficile situation financière du Monde résulte de la gestion hasardeuse du duo Alain Minc/Jean-Marie Colombani. Le journal finira-t-il par tomber définitivement dans l'escarcelle d'un grand groupe privé, du genre Lagardère ou Bolloré ?*

## Edito: LE BASCULEMENT DE LA MONDIALISATION

Le tour du monde des dépêches d'agence égrène la douloureuse litanie des émeutes de la faim. Au Cameroun, on a compté des dizaines de morts début avril ; en Egypte, à Haïti, la population se révolte contre la flambée des prix des denrées alimentaires ; une grève générale vient de paralyser le Burkina Faso ; la colère gronde au Mexique, au Sénégal, dans toute l'Amérique centrale, en Mauritanie comme en Ouzbékistan...Au total, plus d'une trentaine de pays du Tiers Monde ont récemment connu des troubles liés à la hausse des prix des produits de première nécessité. Quand l'Europe sera-t-elle touchée ?

La question est moins saugrenue qu'il n'y paraît. Car pour les dizaines de millions de chômeurs et de travailleurs pauvres que compte l'UE, l'existence devient de plus en plus angoissante, l'accès aux denrées alimentaires de plus en plus difficile. En quatre mois, le prix mondial des céréales a augmenté de 84% ; en deux mois, celui du riz a flambé de 52%, cependant que le prix du fret maritime explose avec le renchérissement du coût des matières premières.

Les thuriféraires du libéralisme avancent timidement des explications qu'eux-mêmes savent courtes pour décrypter le phénomène. La population mondiale augmente - voilà qui est nouveau ! - et le développement des classes moyennes en Chine et en Inde accroît la demande de viande, donc la quantité de céréales requise par l'élevage du bétail. Soit. Mais pourquoi la commission de Bruxelles prône-t-elle la jachère et les quotas de production au lieu d'encourager la production agricole ? Peut-on ignorer que les grandes puissances et le FMI ont systématiquement encouragé, dans les pays du Sud, l'agriculture d'exportation génératrice de devises qui permettent de payer la dette contractée auprès des banques du Nord, au lieu de développer les cultures vivrières ? Dominique Strauss-Kahn a beau s'alarmer - il serait temps - de la crise alimentaire qui ravage le monde, la responsabilité de l'institution qu'il préside est engagée : 122 pays ont une dette cumulée de 2 100 milliards de dollars, que le FMI s'emploie à faire payer quoi qu'il en coûte socialement.

Le fond du problème est désormais bien connu : la finance mène le monde, et sa recherche du profit maximum appauvrit l'humanité de façon dramatique. Toujours plus de richesses à un pôle, très restreint, de la société ; toujours plus de misère à l'autre pôle, où se débat la majorité de la population mondiale. Foin des investissements productifs permettant de réaliser une seconde « révolution verte », qui avait changé la donne agricole en Asie au cours des années 70 et 80 ! Le capital financier veut enrichir ses détenteurs, d'OPA en fusions-acquisitions, et n'a que faire du bien-être du plus grand nombre !

Deux facteurs aggravent la situation. La politique du biocarburant, lancée aux Etats-Unis grâce à 6 milliards de dollars de subventions, détourne 138 millions de tonnes de maïs hors du marché alimentaire. Quant à l'Union Européenne, elle a décidé de faire monter jusqu'à 10% d'ici à 2020 la part des biocarburants dans le total d'énergies fossiles qu'elle consomme. Et cela alors que de récentes études scientifiques démontrent que l'impact environnemental du « maïs liquide » est négatif en raison de l'emploi massif de pesticide et d'engrais nécessaires à sa production !

Second facteur : la spéculation financière, qui, après avoir propulsé le prix du baril de pétrole et d'autres matières premières industrielles à des niveaux stratosphériques, après avoir fait flamber, puis s'effondrer, les prix de l'immobilier, s'est attaquée aux produits agricoles et alimentaires. Des millions d'Africains, d'Asiatiques et de Latino-Américains sont menacés de mourir de faim, mais les courtiers internationaux se font du gras !

Il y a dix ans, l'économiste Michel Beaud avait dressé un premier état des lieux de la mondialisation dans un ouvrage très remarqué : Le basculement du monde. Aujourd'hui, la mondialisation financière bascule dans un désastre sans précédent. Le FMI estime à 1 000 milliards de dollars le montant des pertes provoquées par la crise de l'immobilier américain. Jugée désormais inévitable par les économistes, l'entrée en récession de l'économie des Etats-Unis vient de connaître sa première traduction boursière suite à la publication des mauvais résultats de General Electric.

En France, la crise survient dans un contexte d'atonie de l'économie nationale. Déjà déprimé par le recul du pouvoir d'achat, le secteur marchand risque d'être confronté à une situation critique. D'autant que la politique gouvernementale et les critères imposés par l'Union Européenne ne font qu'aggraver les tendances dépressives en privant l'Etat de toute possibilité de relance. C'est bien

connu, « les caisses sont vides », et les traités d'inspiration libérale sur lesquels s'est construite l'UE mettent pratiquement hors la loi les politiques keynésiennes. A bout de souffle avant le bout de l'an, le gouvernement Sarkozy-Fillon cherche à camoufler sa politique destructrice derrière l'écran de la « réforme ». Moins d'enseignants, moins d'hôpitaux, moins de tribunaux, moins de militaires aussi, mais replacés sous l'égide de l'OTAN : bref, des services publics réduits à la portion congrue, telle est la politique du gouvernement, sanctionnée par les électeurs, de plus en plus combattue par le mouvement social.

De grandes batailles s'annoncent, dont l'enjeu est la renaissance d'une civilisation humaniste au lieu de la descente dans les ténèbres que nous connaissons aujourd'hui. Pour la mener à bien en France, il faut une nouvelle force à gauche, qui fonde une politique socialiste sur les principes de la République.

## **HUMEURS. « Spéculation et crises : ça suffit ! »**

**Pétition européenne lancée par un collectif d'économistes de différents pays de l'UE. Pour s'informer et signer la pétition : [www.stop-finance.org](http://www.stop-finance.org)**

La finance déréglementée détruit les sociétés. Silencieusement, au quotidien, quand les actionnaires pressurent les entreprises, c'est-à-dire les salariés, pour en extraire davantage de rentabilité, au Nord comme au Sud. A grand spectacle et avec fracas dans les crises aiguës où se révèlent brutalement les invraisemblables excès de la cupidité spéculative et leur contrecoup sur l'activité et l'emploi. Chômage, précarisation, accroissement des inégalités : les salariés et les plus pauvres sont voués à faire les frais soit de la spéculation, soit des nuisances du krach qui s'ensuit.

Depuis deux décennies, le cours de la finance mondiale n'est qu'une longue suite de crises : 1987, krach boursier ; 1990, crise immobilière aux Etats-Unis, en Europe et au Japon ; 1994, krach obligataire américain ; 1997 et 1998, crise financière internationale ; 2000-2002, krach internet ; 2007-2008 enfin, crise immobilière et peut-être crise financière globale.

Pourquoi une telle répétition ? Parce que toutes les entraves à la circulation des capitaux et à l'« innovation » financière ont été abolies. Quant aux banques centrales qui ont laissé enfler la bulle, elles n'ont plus d'autre choix que de se précipiter au secours des banques et des fonds spéculatifs en mal de liquidités.

Nous n'attendrons pas la prochaine crise sans rien faire et ne supporterons pas plus longtemps les extravagantes inégalités que la finance de marché fait prospérer. Parce que l'instabilité est intrinsèque à la déréglementation financière, comment les dérisoires appels à la « transparence » et à la « moralisation » pourraient-ils y changer quoi que ce soit - et empêcher que les mêmes causes, de nouveau, produisent les mêmes effets ? Y mettre un terme suppose d'intervenir au cœur du « jeu », c'est-à-dire d'en transformer radicalement les structures. Or, au sein de l'Union européenne, toute transformation se heurte à l'invraisemblable protection que les traités ont cru bon d'accorder au capital financier.

C'est pourquoi nous, citoyens européens, demandons : l'abrogation de l'article 56 du Traité de Lisbonne, qui, interdisant toute restriction à ses mouvements, offre au

capital financier les conditions de son emprise écrasante sur la société. Et nous demandons également la restriction de la « liberté d'établissement » (art. 48) qui laisse l'opportunité au capital de se rendre là où les conditions lui sont le plus favorables, et permettrait ici aux institutions financières de trouver asile à la City de Londres ou ailleurs.

Si par « liberté » il faut entendre celle des puissances dominantes, aujourd'hui incarnées dans la finance, d'asservir le reste de la société, disons immédiatement que nous n'en voulons pas. Nous préférons celle des peuples à vivre hors de la servitude de la rentabilité financière.

### **Premiers signataires :**

Elmar ALTVATER (Allemagne) Philippe ARESTIS (Royaume-Uni) Geneviève AZAM (France) Riccardo BELLOFIORE (Italie) Robin BLACKBURN (Royaume-Uni) Jérôme BOURDIEU (France) Mireille BRUYERE (France) Alain CAILLE (France) Claude CALAME (Suisse) François CHESNAIS (France) John CHRISTIANSEN (Suede) Christian COMELIAU (France) Laurent CORDONNIER (France) Jacques COSSART (France) Thomas COUTROT (France) Renato DI RUZZA (France) Gérard DUMENIL (France) Cédric DURAND (France) Miren ETXEZARRETA (Espagne) Marica FRANGAKIS (Grèce) Jean GADREY (France) Susan GEORGE (France) Robert GUTTMANN (Etats-Unis) Bernard GUIBERT (France) John GRAHL (Royaume-Uni) Jean-Marie HARRIBEY (France) Michel HUSSON (France) Pauline Hyme (France) Esther JEFFERS (France) Isaac JOSHUA (France) Michael Krätke (Allemagne) Matthieu LEIMGRUBER (Suisse) Frédéric LORDON (France) Birgit MAHNKOPF (Allemagne) Jacques MAZIER (France) Sabine MONTAGNE (France) François MORIN (France) Ramine MOTAMED-NEJAD (France) André ORLEAN (France) René PASSET (France) Dominique PLIHON (France) Christophe RAMAUX (France) Gilles RAVEAUD (France) Catherine SAMARY (France) Jacques SAPIR (France) Claude SERFATI (France) Henri STERDYNIK (France) Daniel TANURO (Belgique) Hélène TORDJMAN (France) Eric TOUSSAINT (Belgique) Aurélie TROUVE (France) Stéphanie TREILLET (France) Peter WAHL (Allemagne) Frieder Otto WOLF (Allemagne)